

Débat thématique : La problématique énergétique en Belgique

Note déposée par le groupe politique ECOLO

INTRODUCTION

Cela fait 25 ans que les verts insistent sur l'importance énorme que revêtent les questions énergétiques. L'intérêt mérité dont elles bénéficient enfin aujourd'hui n'est apparu que récemment. Les défis énergétiques et climatiques ne sont évidemment pas identiques, mais ils présentent néanmoins des points communs aussi nombreux qu'importants. Les événements se sont précipités en particulier au cours des six derniers mois. Parallèlement à la hausse des prix pétroliers, quatre faits liés au climat ont joué un rôle considérable à cet égard, et les débats sur le dérèglement climatique ont eu pour effet de faire figurer clairement les questions énergétiques à l'agenda politique, presque partout dans le monde:

- le nouveau rapport du GIEC (Groupe intergouvernemental sur l'évolution climatique) du 2 février 2007. La communauté scientifique internationale ne laisse aucune place au doute: le dérèglement du climat est une réalité.
- le rapport de Nicholas Stern, ancien vice-président de la Banque mondiale, sur le coût économique du réchauffement climatique (octobre 2006). Une bonne politique climatique pourrait coûter 1% du PIB mondial en 2100, mais si l'on ne fait rien, le coût du dérèglement climatique pourrait bien s'élever à 10 % du PIB mondial en 2100.
- Il y a évidemment eu, en troisième lieu, le documentaire d'Al Gore, qui a permis de sensibiliser aussi bien la classe politique que l'homme de la rue à la problématique du climat et de l'énergie.
- Enfin, l'hiver exceptionnellement doux et un printemps étonnamment précoce, sont autant de signes concrets des changements climatiques que nous connaissons aujourd'hui.

Avant d'en venir à la politique qu'il conviendrait de mener concrètement en la matière, j'aimerais présenter brièvement six points prioritaires de diverses natures.

1. Économie en écologie

Pendant des années, nous avons dû rappeler sans cesse qu'il n'y avait pas de contradiction entre économie et écologie, bien au contraire, et ce message commence aujourd'hui visiblement à passer, y compris dans les milieux économiques. De nombreux chefs d'entreprises investissent à présent dans l'efficacité énergétique, dans les énergies renouvelables, ainsi que dans la recherche de nouveaux matériaux et de nouvelles technologies. Pourtant, il est important de rappeler ce message. Les grands défis climatiques et énergétiques offrent d'immenses opportunités à nos chefs d'entreprises. La révolution énergétique a commencé et les entreprises qui investissent aujourd'hui en réponse aux grands défis énergétiques en recueilleront bientôt les fruits.

2. Le social et l'écologie

Je constate avec étonnement que certains responsables politiques présentent aujourd’hui les choses comme si une politique énergétique et climatique moderne constituait une menace majeure sur le plan social. Or, c'est précisément le contraire: tant dans notre pays que sur la scène internationale, ce sont précisément les pauvres qui sont victimes des tendances actuelles dans le domaine de l'énergie et du climat ; ils bénéficieront de nouvelles opportunités si nous prenons le problème de l'énergie à bras-le-corps. Par exemple, si les logements sociaux étaient des habitations passives, la facture énergétique des résidents diminuerait considérablement.

Au niveau mondial, nous risquons de connaître un scénario où 1,5 milliard d'êtres humains s'approprieront les matières premières et l'énergie au détriment des 4,5 milliards d'êtres humains restants : est-ce là un comportement social ? Sans parler des dizaines de millions de réfugiés environnementaux que l'on dénombre déjà aujourd'hui et des centaines de millions d'autres qui ne manqueront pas de s'y ajouter si nous n'apportons pas rapidement une réponse à la menace de crise climatique mondiale. Une politique énergétique et climatique radicale est donc par définition une politique sociale. Mieux encore : il ne peut y avoir de justice sociale sans une approche écologique.

3. La finitude des matières premières

Vingt-cinq ans après le premier rapport du Club de Rome, nous prenons enfin conscience que notre monde a des limites, que le pétrole, le gaz et d'autres sources d'énergie ne sont pas inépuisables, à l'exception, évidemment, des énergies renouvelables, et que, pour certaines sources d'énergie, le tarissement approche à grands pas. La question est de savoir comment nous pouvons au plus vite et au mieux faire la transition vers un monde qui ne gaspille plus son capital (ses matières premières et ses sources énergétiques), mais qui fonctionne sur la base de processus « circulaires », c'est-à-dire en utilisant des sources d'énergie renouvelables. Nous n'avons pas d'autre choix que de suivre cette voie et il ne fait aucun doute que les dix à quinze années à venir seront d'une importance capitale à cet égard. Des pays comme la Suède s'investissent pleinement dans la préparation d'une ère de l'énergie post-fossile. Non seulement cela leur épargnera à terme bien de l'argent et des tracas mais cela leur permettra aussi de donner à leur industrie des années d'avance.

4. La dimension éthique

Au Mexique, le prix des tortillas a récemment augmenté en raison de la hausse des prix mondiaux des céréales due à la demande croissante émanant du secteur des biocombustibles. Continuerons-nous en Occident à vouloir maintenir notre « automobilité » à tout prix, en allant au besoin jusqu'à consumer dans nos voitures la nourriture des pauvres ? Est-ce un comportement éthique ? Nous devons donc instaurer au plus vite un système de labels en matière de biocarburants, de préférence au niveau européen, voire mondial. Si ces carburants sont produits à partir de déchets ou de plantes non comestibles, et si nous respectons certains critères écologiques, ils pourront jouer un rôle important dans l'approvisionnement énergétique au cours des années à venir. Mais on ne saurait laisser au seul marché libre le soin d'en décider car on s'exposerait alors aux dysfonctionnements en question. Il est urgent de réglementer dans ce domaine.

5. Guerre et paix

Nous le constatons aujourd’hui en Irak et ailleurs dans le monde : l’accès à l’énergie devient de plus en plus l’enjeu de grands conflits internationaux. Il serait illusoire de croire qu’une majorité de la population mondiale acceptera de continuer à vivre dans la misère énergétique alors qu’une minorité gaspille l’énergie. C’est une situation qui ne pourra mener qu’à des conflits majeurs. Les habitants de Kinshasa ou de Pékin ont-ils moins que nous le droit de disposer des matières premières et de l’énergie? Cette dimension internationale est une raison de plus pour œuvrer pleinement et de manière proactive à la mise en place d’une « révolution énergétique durable », sous la forme d’une transition accélérée vers une utilisation durable de l’énergie. Cela offre en effet des possibilités en matière de développement et de solidarité internationale.

6. Politique énergétique et démocratie

Il semble y avoir tant au niveau belge qu’au niveau européen ou international un déficit démocratique permanent et structurel en matière de politique énergétique. Nous l’avons encore constaté récemment lors du Conseil des ministres européen, qui a vu le blocage des propositions de la Commission européenne visant à s’attaquer à l’oligopole de fait dans le secteur européen de l’électricité, plusieurs membres du Conseil ayant estimé que les intérêts des grandes entreprises énergétiques et de leurs actionnaires étaient plus importants que l’intérêt général.

Nous en avons un exemple dans notre propre pays, où le gouvernement actuel a réduit le pouvoir de la CREG, tant au niveau du comité de direction qu’à celui du conseil général, au profit des actionnaires de la multinationale Suez-Electrabel. Il a même promis à Suez-Electrabel de ne plus prendre aucune mesure réglementaire ou fiscale avant 2009 ! Ce faisant, le gouvernement fait taire sa propre conscience et montre très clairement que les intérêts privés d’une certaine catégorie d’actionnaires priment l’intérêt général.

À terme, de nouveaux développements dans le secteur énergétique devraient permettre au consommateur et au citoyen de peser davantage sur la politique énergétique. En effet, les énergies renouvelables telles que l’électricité produite par cellules photovoltaïques réduiront sensiblement la dépendance du citoyen vis-à-vis des grands conglomérats. Par conséquent, réguler le marché de l’énergie de manière à permettre une percée des énergies renouvelables, constitue aussi un projet qui renforce la démocratie.

Je voudrais à présent m’attarder quelque peu sur deux « échappatoires » et en dénoncer les dangers.

La première échappatoire est l’énergie nucléaire. Après soixante ans de recherche et d’exploitation, les problèmes sont toujours les mêmes et aucune solution ne pointe à l’horizon :

- le problème des déchets nucléaires n'est toujours pas résolu. Allons-nous enfouir des déchets hautement radioactifs pour une durée de 230.000 ans ? Est-ce acceptable sur le plan éthique ?

- la sécurité n'est toujours pas assurée. Sinon, pourquoi les compagnies d'assurances privées refuseraient-elles de couvrir les dommages potentiels en cas d'accident dans une centrale nucléaire ?

- sur le plan international, la prolifération des armes nucléaires demeure l'un des soucis majeurs. Le dossier iranien est un exemple parmi d'autres. Les services de sécurité du monde entier s'arrachent les cheveux pour trouver le moyen d'éviter des attentats au moyen d'une bombe dite sale.

- l'énergie nucléaire reste chère. Le Bureau fédéral du plan a très clairement souligné que la construction d'une nouvelle centrale nucléaire ne pourrait se faire sans un cofinancement de la part du contribuable.

À en croire certains, le nucléaire serait en train de renaître. Quelle hérésie ! Certes, on parle beaucoup de l'énergie nucléaire, mais les nouveaux projets en Europe sont pratiquement inexistant et les investissements dans le reste du monde restent aussi très limités. Si le nucléaire s'avérait être la recette miracle et la solution la plus intéressante économiquement, le secteur privé ne devrait-il pas s'y engouffrer ? Or, ce n'est absolument pas le cas. Nous ne devons donc plus opter aujourd'hui pour les réponses du passé, telles que l'énergie nucléaire. En outre, ceux qui, dans notre pays, plaident aujourd'hui pour une prolongation de la durée de vie des centrales nucléaires, créent un climat d'instabilité, qui hypothèque les investissements dans le domaine des économies d'énergie et dans celui des énergies renouvelables.

La deuxième échappatoire est la « *Carbon Capture and Storage* » : cette méthode utilisée dans les centrales au charbon consiste avant tout à capter et à stocker les émissions de CO², de manière à ce que nous puissions continuer à consommer du charbon pour assurer notre approvisionnement en énergie. Mais cette technologie n'est pas du tout prête. De plus, un tel procédé est énergivore et diminuera encore le rendement énergétique de nos centrales au charbon, qui perdent déjà actuellement énormément d'énergie en raison des déperditions de chaleur. En outre, les risques de libération du CO² entreposé dans le sous-sol suscitent les plus grandes interrogations. Mieux vaut dès lors faire preuve d'une extrême prudence avant d'explorer cette piste et plutôt privilégier les économies d'énergie et les sources d'énergie renouvelables.

En ce qui concerne la politique énergétique concrète, je tiens à présent à faire quelques propositions. Étant donné les liens entre les politiques énergétique et climatique, je souhaite aussi inclure directement les aspects relatifs aux émissions de CO². En effet, une politique énergétique moderne doit apporter des réponses non seulement au niveau de la sécurité d'approvisionnement et de la faisabilité économique, mais aussi et surtout au niveau des aspects environnementaux, les émissions de gaz à effet de serre constituant la première priorité.

1. Un objectif pour sauver le climat

Pour sauver le climat et la possibilité d'une vie réellement humaine, nous devons réussir à limiter à 2° C l'augmentation de la température moyenne de la planète d'ici 2100. Dans ce but, je propose que la Belgique conclue une « Union nationale pour le climat » dont l'objectif est de parvenir à une réduction de 30% de nos émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020. Cela doit constituer la priorité absolue des trois prochaines législatures fédérales. A l'horizon 2050, l'objectif doit être une réduction de 75 pc de nos émissions de Gaz à Effet de Serre. Pour y parvenir, nous devons mettre en œuvre des politiques qui feront de la Belgique une démocratie radicalement modernisée dans un sens écologique, social et économique.

2. Un scénario de transition

Le Belge émet 14 tonnes de CO2 par an à comparer aux 10 tonnes des Européens et aux 2 tonnes requises en 2050 pour limiter la hausse des températures à 2°. En cause, le logement mal isolé, le transport routier et une industrie très énergivore. Réduire ces émissions requiert de combiner l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables et la sobriété énergétique.

Echéance	2020	2030	2050
Consommation d'énergie primaire	10% en moins par rapport à 1990	20% en moins par rapport à 1990	A déterminer en fonction des scénarios
Consommation finale d'énergie	Niveau de 1990	10% en moins par rapport à 1990	A déterminer en fonction des scénarios
Part des énergies renouvelables	20% de la consommation finale	30% de la consommation finale	Minimum 50%, à déterminer en fonction des scénarios
Emissions de CO2	30% de moins par rapport à 1990	50% de moins par rapport à 1990	75% de moins par rapport à 1990

3. Une partition du climat en trois législatures et dix instruments

3.1. Une Union démocratique : dès le début de la prochaine législature, organiser un débat national impliquant tous les Parlements, les organisations et associations en vue d'aboutir à la signature d'une Union nationale pour le climat dotée de moyens financiers, d'objectifs précis et d'échéanciers.

3.2. Une Union belge : dès le début de la législature créer une inspection belge du développement durable, désigner un vice-premier ministre en charge du développement durable, conclure un pacte d'interdépendance énergétique entre les régions et le fédéral, regrouper les fonds publics consacrés à la lutte contre les changements climatiques.

3.3. Un Etat qui montre l'exemple : d'ici 2011, réaliser des audits énergétiques de tous les bâtiments publics, mettre des clauses environnementales à tous les marchés publics, rendre la flotte de véhicules publics sobre et exemplaire, garantir l'accès en transport en commun à l'ensemble des institutions publiques.

3.4. Créer et employer durablement : d'ici 2011, lancer un plan d'investissement de 6 milliards d'Euros (2% du PIB) dans les secteurs verts (logement, énergie, mobilité...), mettre en œuvre un programmes de formation pour les professionnels du bâtiment, réduire les charges sociales dans le secteur de la réparation des objets.

3.5. Renouveler l'énergie et encourager l'autonomie énergétique : promouvoir la production décentralisée d'énergie par des aides à l'investissement, consacrer 3 pc du PIB belge à la recherche, lancer un programme pluriannuel en matière d'énergies renouvelables, obliger les producteurs à fournir 35 % d'électricité verte et 30% d'électricité de cogénération en 2030.

3.6. Habiter autrement : lancer un audit énergétique de tous les logements, les rénover d'ici 2030, faire financer par le Fonds Energie-Climat des prêts sans intérêts, des avances sur prime et des mécanismes de tiers investisseur, généraliser la construction de maisons passives (15 kWh/m² /an) et des rénovations « basse énergie » (30 kWh/m² /an)  partir de 2015, multiplier les quartiers durables.

3.7. Une mobilité en paix avec le climat : faire contribuer les transports les plus polluants au financement d'un plan d'investissement dans les modes respectueux du climat (train, bus, tram, vélo, marche, voie d'eau...), imposer l'automobile en fonction de la pollution, mettre le page urbain à l'étude, lancer hypermobil comme alternative à la voiture de société, renforcer la sécurité des cyclistes et piétons, arrêter de privilégier fiscalement le transport aérien.

3.8. Cultiver et s'alimenter autrement : promouvoir les produits locaux, informer le consommateur sur le mode de transport employé, amener la grande distribution à vendre de plus en plus de produits biologiques et certifiés de proximité, encourager la restauration collective à fournir des produits locaux, diminuer le recours aux engrais chimiques.

3.9. Rendre les choix écologiques moins chers : diminuer la TVA des produits écologiques (agriculture bio, énergies renouvelables, travaux d'économies d'énergie, matériel électrique basse consommation...), dissuader le recours aux produits chimiques issus d'un secteur à forte consommation énergétique, à tendre l'étiquetage énergétique des produits à tous les biens et services.

3.10. Imposer autrement : réorienter la fiscalité sans augmenter la pression fiscale globale pour encourager les comportements qui respectent l'environnement, transférer sur la pollution une partie de la charge fiscale sur le travail, organiser un prélèvement progressif sur les énergies fossiles et nucléaire.

Je voudrais conclure avec une citation d'Ilya Prigogine : « Notre monde est arrivé à une bifurcation (...) : le monde peut évoluer pour le meilleur ou pour le pire. (...) Nous sommes clairement à un passage, comme il y en a eu entre le palolitique et le néolithique ou comme à la fin de l'empire romain. » Allons-nous donc subir cette transition ou avancer volontairement dans une politique d'énergie durable ? C'est une des questions les plus importantes à laquelle la classe politique belge doit répondre. Nous ne pouvons plus tarder. C'est une obligation éthique et un pari à gagner.

Vertaling / Traduction

Themadebat : Het energiebeleid in België

Nota ingediend door de ECOLO-fractie

INLEIDING

De groenen wijzen al 25 jaar op het enorme belang van de energiekwesties. Pas recent krijgen die eindelijk de belangstelling die ze al zo lang verdienen. De uitdagingen inzake energie en klimaat zijn uiteraard niet dezelfde, maar er zijn wel veel en belangrijke verbanden. Zeker de laatste zes maanden zijn we in een stroomversnelling gekomen. Naast een stijgende olieprijs, hebben vier gebeurtenissen inzake klimaat daarin een belangrijke rol in gespeeld, en via de discussies over de klimaatverstoring, staan de energiekwesties echt duidelijk op de politieke agenda, en dit in zowat alle landen ter wereld:

- het nieuwe rapport van de IPCC van 2 februari 2007. De internationale wetenschappelijke gemeenschap laat er dus geen twijfel over bestaan: de klimaatverstoring is bezig.
- het rapport van Nicholas Stern, gewezen vice-voorzitter van de Wereldbank, in oktober 2006 over de economische kost van de klimaatopwarming. Een degelijk klimaatbeleid kan 1% van het mondiale BBP in 2100 kosten, maar als we niets doen, kan de klimaatverstoring ons wel 10% van het mondiale BBP kosten in 2100.
- Ten derde was er natuurlijk de documentaire van Al Gore, waarmee de problematiek van klimaat en energie zowel de politieke klasse als de gewone mensen bereikte.
- Ten slotte is er de uitzonderlijk zachte winter en een verrassend vroege lente. Er is dus ook de concrete ervaring van wijzigingen in het weer.

Vooraleer ik inga op het concrete beleid dat we zouden moeten voeren, wil ik even stilstaan bij 6 aandachtspunten van diverse aard.

1. Economie en ecologie

We hebben er jaren moeten op hameren dat er geen tegenstelling is tussen economie en ecologie, integendeel, en nu begint dat blijkbaar door te dringen, ook in economische kringen. Tal van ondernemers investeren in energie-efficiëntie, in hernieuwbare energieën, in onderzoek naar nieuwe materialen en technologieën. Toch is het belangrijk dit nog eens te herhalen. De grote uitdagingen inzake klimaat en energie bieden aan onze ondernemers grote opportuniteiten. De energierevolutie is begonnen en bedrijven die nu investeren in antwoorden op de grote energie-uitdagingen zullen er straks de vruchten van plukken.

2. Het sociale en het ecologische

Tot mijn verbazing zijn er nu politici die het voorstellen alsof een modern energie- en klimaatbeleid een grote bedreiging vormt op sociaal vlak. Het is juist het omgekeerde: zowel in ons land als op internationaal vlak zijn de armen juist slachtoffer van de huidige trends inzake energie- en klimaat en krijgen ze nieuwe kansen als we de energieproblematiek aanpakken. Als sociale woningen passiefwoningen zouden zijn, zou de energiefactuur van de bewoners sterk verminderen. Op internationaal vlak dreigen we in een scenario dreigen te komen waarbij 1.5 miljard mensen zich de grondstoffen en energie toeëigenen ten koste van 4.5 miljard andere mensen: is dat sociaal? Om nog te zwijgen van de tientallen miljoenen milieuvluchtelingen die er nu al zijn en de vele honderden miljoenen vluchtelingen die er

zullen bijkomen als we niet snel een antwoord bieden op de dreigende mondiale klimaatcrisis. Een radiaal energie- en klimaatbeleid is dus per definitie een sociaal beleid. Meer nog: geen sociale rechtvaardigheid zonder een ecologische aanpak.

3. De eindigheid der grondstoffen

25 jaar na het eerste rapport van de Club van Rome groeit eindelijk het inzicht dat deze wereld eindig is, dat olie, gas en andere energiebronnen, behalve uiteraard de hernieuwbare, eindig zijn. En dat het einde van de voorraad van sommige energiebronnen heel snel dichterbij komt. De vraag is hoe we zo snel mogelijk een goede transitie maken naar een wereld die niet meer zijn kapitaal (zijn grondstoffen en energiebronnen) verspilt, maar die werkt op “circulaire” processen, op het aanwenden van hernieuwbare energiebronnen dus. We kunnen niet anders dan die weg inslaan en de volgende 10 à 15 jaar zijn daarin cruciaal. Landen zoals Zweden investeren volop in de voorbereiding van een postfossiel energietijdperk. Dat zal hen op termijn niet alleen veel geld en kopzorgen besparen, maar hun industrie ook jaren voorsprong geven.

4. Het ethische aspect

In Mexico steeg onlangs de prijs van de tortilla's omdat de internationale graanprijzen stegen gezien de stijgende vraag van de biobrandstoffensector naar graan. Gaan we in het Westen onze automobiliteit kost wat kosten behouden, desnoods door het opbranden in onze auto's van het voedsel van de armen? Is dat ethisch? We moeten dus dringend en liefst op Europees of zelfs wereldvlak een labelling systeem voor biobrandstoffen invoeren. Als het gaat om brandstoffen afkomstig van afvalstoffen of niet-eetbare gewassen, en mits respect voor ecologische criteria, kunnen biobrandstoffen een belangrijke rol spelen in de energievoorraad de volgende jaren. Maar we kunnen dit dus niet volledig overlaten aan de vrije markt, want anders heb je dus van deze mistoestanden. Hier is dringend regulering nodig.

5. Oorlog en vrede

We zien het vandaag in Irak en op andere plaatsen in de wereld: de toegang tot energie wordt meer en meer de inzet van grote internationale conflicten. Wie denkt dat het houdbaar is dat een meerderheid van de wereldbevolking het zal aanvaarden om in energie-armoede te leven terwijl een minderheid energie verspilt, vergist zich. Dit kan niet anders dan leiden tot grote conflicten. Hebben de inwoners van Kinshasha of Peking minder recht op grondstoffen en energie dan wij? Dit internationale aspect is een reden te meer om volop en pro-actief werk te maken van een “duurzame energierevolutie”, zijnde een versneld overschakelen naar een duurzaam energiegebruik. Het biedt immers kansen voor ontwikkeling en internationale solidariteit.

6. Energiebeleid en democratie

Of het op Belgisch, Europees of Internationaal niveau is, er lijkt een permanent en structureel democratisch deficit te zijn in het energiebeleid. We zagen het onlangs nog op de Europese ministerraad energie waar voorstellen van de Europese Commissie om het feitelijk oligopolie in de Europese elektriciteitssector aan te pakken afgebloktd worden, omdat verschillende leden van de Raad de belangen van grote energiebedrijven en hun aandeelhouders belangrijker vonden dan het algemeen belang. We zien het in ons eigen land waar deze regering de macht van de CREG, zowel het directiecomité als de Algemene Raad, verzwakte ten voordele van de aandeelhouders van de multinational Suez-Electrabel. En waar de regering zelfs aan Suez-Electrabel beloofde tot 2009 geen nieuwe reglementaire of fiscale maatregelen te nemen!

Waarmee de regering zichzelf het zwijgen oplegt en overduidelijk stelt dat private belangen van een bepaalde groep aandeelhouders belangrijker zijn dan het algemeen belang.

Op termijn kunnen nieuwe ontwikkelingen in de energiesector de consument en burger meer greep geven op het energiebeleid. Hernieuwbare energie zoals productie van elektriciteit via fotovoltaïsche cellen maakt de burger immers veel minder afhankelijk van grote concerns. De energiemarkt zo reguleren dat er plaats komt voor hernieuwbare energieën is dus ook een project dat de democratie versterkt.

Ik wil nu even stilstaan bij twee “ontsnappingsroutes” en wijzen op de gevaren ervan.

De eerste is kernenergie. Na zestig jaar onderzoek en exploitatie blijven dezelfde problemen nog steeds zonder oplossing en oplossingen zijn nog steeds niet in zicht:

- er is geen oplossing voor het nucleair afval. Gaan we het hoogradioactief afval voor 230.000 jaar in de grond stoppen? Is dat ethisch?
- er blijft het probleem van de veiligheid. Waarom zouden privé verzekерingsmaatschappijen anders de mogelijke schade bij een ongeval van een kerncentrale niet willen verzekeren?
- de proliferatie van kernwapens blijft een van de grootste internationale kopzorgen. Het dossier “Iran” is er maar een van. En veiligheidsdiensten overal ter wereld breken zich het hoofd hoe ze kunnen voorkomen dat een aanslag met een “vuile bom” plaats heeft.
- kernenergie blijft duur. Het federaal planbureau wees er heel duidelijk op dat een nieuwe kerncentrale er maar kan komen mits co-financiering door de belastingbetalers.

Als we sommigen mogen geloven zou er een nucleaire renaissance bezig zijn, maar dat klopt niet. Er wordt wel veel gepraat over kernenergie, maar er zijn nauwelijks nieuwe projecten in Europa en ook de investeringen elders in de wereld blijven zeer beperkt. En als dit toch het wonderrecept zou zijn en economisch zo interessant zou zijn, dan zou de privésector er zich toch opgooien? Maar dat is helemaal niet het geval. Laten we dus vandaag niet kiezen voor antwoorden van gisteren, zoals kernenergie er een is. Degenen die in ons land pleiten voor levensduurverlenging van de kerncentrales, scheppen bovendien een klimaat van onstabilliteit, wat investeringen in energiebesparing en hernieuwbare energieën hypotheseert.

Een tweede ontsnappingsroute is “Carbon Capture and Storage”: het, op de eerste plaats, bij steenkoolcentrales vangen en opslaan van de emissie aan koostof, zodat we gewoon verder kunnen steenkool verbruiken om onze energievoorrading te verzekeren. Maar dit is technologisch helemaal nog niet rond. Bovendien kost zo’n proces heel veel energie en maken we steenkoolcentrales, waar nu al zeer veel energie via warmte verloren gaat, nog minder rendabel op energetisch vlak. Bovendien zijn er de grootste vragen over de risico’s inzake het vrijkomen van de in de ondergrond opgeslagen CO₂. Laten we dus uiterst voorzichtig zijn met deze piste, en eerder werk maken van besparen van energie en hernieuwbare energiebronnen.

Wat het concrete energiebeleid betreft, wil ik nu een aantal voorstellen doen. Gezien de banden tussen energie- en klimaatbeleid, wil ik hier direct ook de aspecten inzake CO₂-uitstoot bij betrekken. Een modern energiebeleid moet immers niet enkel antwoorden bieden inzake bevoorradingsszekerheid en economische haalbaarheid, maar zeker ook inzake de leefmilieu-aspecten, met op de eerste plaats de uitstoot van broeikasgassen.

1. Een doelstelling om het klimaat te redden

Om het klimaat en de mogelijkheid op een menselijk leven veilig te stellen, moeten wij de verhoging van de gemiddelde temperatuur op onze planeet tussen nu en 2100 beperken tot 2°C. Ik stel voor dat België een nationale klimaatunie opricht om tegen 2020 onze uitstoot van broeikasgassen met 30% te verminderen. Dat moet de topprioriteit zijn van de drie volgende federale zittingsperiodes. Tegen 2050 moeten wij 75% minder broeikasgassen uitstoten. Om dat te bereiken moeten wij een beleid voeren dat van België een ecologisch, sociaal en economisch radicaal gemoderniseerde democratie maakt.

2. Een overgangsscenario

Elke Belg stoot jaarlijks 14 ton CO2 uit, elke Europeaan 10 ton en om de temperatuurstijging tot 2°C te beperken, mag er tegen 2050 maar 2 ton worden uitgestoten. De belangrijkste oorzaken zijn slecht geïsoleerde woningen, transport over de weg en een energievretende industrie. Om deze uitstoot te verminderen moet energie-efficiëntie worden gecombineerd met hernieuwbare energie en sober verbruik.

Termijn :	2020	2030	2050
Primair energieverbruik	10% minder dan in 1990	20% minder dan in 1990	Te bepalen afhankelijk van de scenario's
Uiteindelijk energieverbruik	Zelfde als in 1990	10% minder dan in 1990	Te bepalen afhankelijk van de scenario's
Aandeel hernieuwbare energie	20% van het totale verbruik	30% van het totale verbruik	Minstens 50%, te bepalen afhankelijk van de scenario's
CO2-uitstoot	30% minder dan in 1990	50% minder dan in 1990	75% minder dan in 1990

3. Partituur van het klimaat in drie zittingsperiodes en tien instrumenten

3.1. Een democratische Unie: meteen bij het begin van de volgende zittingsperiode een nationaal debat organiseren met alle parlementen, organisaties en verenigingen, teneinde te komen tot de ondertekening van een nationale unie voor het klimaat, met financiële middelen, duidelijke doelstellingen en deadlines.

3.2. Een Belgische unie: meteen bij het begin van de volgende zittingsperiode een Belgische inspectie voor duurzame ontwikkeling oprichten, een vice-eerste minister voor duurzame ontwikkeling aanstellen, een pact voor wederzijdse afhankelijkheid sluiten tussen de gewesten en het federale niveau, de overheidsgelden voor de strijd tegen klimaatwijzigingen groeperen.

3.3. De Staat geeft het goede voorbeeld: tegen 2011 energieaudits van alle overheidsgebouwen uitvoeren, in alle overheidsopdrachten milieulausules opnemen, de vloot voertuigen van de overheid sober en exemplarisch maken, alle openbare instellingen toegang tot het openbaar vervoer bieden.

3.4. Duurzaam creëren en gebruiken: tegen 2011 een investeringsplan van 6 miljard euro (2% van het BBP) in de groene sectoren (huisvesting, energie, mobiliteit, ...) lanceren, een

vormingsprogramma uitwerken voor professionele bouwers, sociale lasten in de sector van de herstelling van zaken verlagen.

3.5. Energie vernieuwen en autonome energievoorziening stimuleren: gedecentraliseerde energieproductie stimuleren met investeringshulp, 3% van het BBP gebruiken voor onderzoek, een meerjarenprogramma voor hernieuwbare energie lanceren, de producenten verplichten tegen 2030 35% groene elektriciteit en 30% elektriciteit uit warmtekracht aan te bieden.

3.6. Anders wonen: een energieaudit uitvoeren van alle huizen, ze tegen 2030 renoveren, door het Energie-klimaatfonds renteloze leningen laten financieren, voorschotten op premies en mechanismen van derde-investeerders, de bouw van passiefhuizen veralgemenen (15kWh/m²/jaar) en “lage energie” renovaties (15kWh/m²/jaar) vanaf 2015, aantal duurzame wijken verhogen.

3.7. Mobiliteit die vreedzaam is voor het klimaat: de meest vervuilende transporten laten bijdragen aan de financiering van een investeringsplan voor klimaatvriendelijk vervoer (trein, bus, tram, fiets, lopen, waterwegen, ...), auto's belasten op basis van vervuiling, stadstol bestuderen, de hypermobiel als alternatief voor de bedrijfswagen, meer veiligheid voor voetgangers en fietsers, luchtvart niet langer fiscaal bevoordelen.

3.8. Anders eten en telen: plaatselijke producten promoten, de consument inlichten over de gebruikte transportmiddelen, de grootdistributie aansporen om meer biologische en gecertificeerde lokale producten aan te bieden, grootkeukens aansporen om lokale producten te gebruiken, minder chemische meststoffen verbruiken.

3.9. Ecologische keuzes goedkoper maken: BTW op ecologische producten verlagen (biolandbouw, hernieuwbare energie, energiebesparende werkzaamheden, elektrotoestellen met laag verbruik, ...), gebruik ontmoedigen van chemische producten uit een sector met hoog energieverbruik, energie-etikettering uitbreiden naar alle goederen en diensten.

3.10. Anders belasten: fiscaliteit heroriënteren zonder de totale belastingdruk te verhogen om milieubewust gedrag te belonen, de fiscale last op arbeid deels overhevelen naar vervuiling, progressieve heffing op fossiele en nucleaire energie.

Ik besluit met een citaat van Ilya Prigogine: « Notre monde est arrivé à une bifurcation (...) : le monde peut évoluer pour le meilleur ou pour le pire. (...) Nous sommes clairement à un passage, comme il y en a eu entre le paléolithique et le néolithique ou comme à la fin de l'empire romain. » Zijn wij van plan deze overgang gewoon te ondergaan, of zetten wij zelf de stap voorwaarts naar een duurzaam energiebeleid? Dat is een van de belangrijke vragen waarop de Belgische politieke klasse een antwoord moet geven. Wij mogen niet langer dralen. Wij hebben de ethische plicht deze uitdaging te winnen.